

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 2347

**Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
portant le règlement relatif à l'enquête publique sur les projets de parcs naturels**

RAPPORT A L'EXECUTIF

L'article 4, § 1er, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels prévoit que l'Exécutif arrête le règlement en conformité duquel les communes concernées organisent une enquête publique sur le projet de création d'un parc naturel.

Le présent projet arrête ce règlement.

Le décret même impose certaines prescriptions que sont :

- 1° une durée d'enquête d'un mois au moins;
- 2° l'affichage des documents;
- 3° la tenue de réunions d'information et de concertation;
- 4° la suspension des délais d'enquête pendant les mois de juillet et d'août.

Il a été tenu compte de ces contraintes. A noter toutefois que l'affichage public ne concerne pas le projet de création proprement dit, mais bien un avis qui mentionne les conditions de consultation de ce projet.

L'affichage se fait aux portes de la maison communale ainsi qu'aux autres endroits ordinaires d'affichage. De plus, l'avis devra être publié dans trois journaux.

Il aurait peut-être été pertinent que le public puisse prendre connaissance du rapport et de l'avant-projet établi par le comité d'étude. Toutefois, le décret ne prévoit pas la notification de ces documents aux communes concernées. Le comité d'étude est cependant convié à participer aux réunions d'information et de concertation.

Enfin, l'on a voulu édicter des règles qui assurent à la fois le bon déroulement de l'enquête et le suivi qu'elle aura dans la procédure de création du parc naturel.

Dans cette optique, l'on peut citer notamment :

- la communication du procès-verbal de la réunion de concertation à chacun des participants et ce, afin d'éviter que ce procès-verbal ne soit tendancieux ou ne tronque certains éléments d'information;
- l'annexion des plaintes et du procès-verbal à l'avis émis par le conseil communal.

**10 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
portant le règlement relatif à l'enquête publique sur les projets de parcs naturels**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, notamment l'article 4, § 1er;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1er.** Dans les deux mois de la notification du projet de création d'un parc naturel, chacune des communes visées à l'article 4, § 1er, alinéas 2 et 3, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, organise une enquête publique relative à la création du parc naturel en projet.

**Art. 2.** Pendant une période d'un mois au moins, toute personne physique ou morale peut consulter, auprès de l'administration communale, le projet de création du parc naturel établi par le pouvoir organisateur.

**Art. 3.** Un avis intitulé « enquête publique relative au projet de création d'un parc naturel sur le territoire de la commune » est affiché pendant toute la période de consultation aux portes de la maison communale, ainsi qu'aux autres endroits habituels d'affichage.

Cet avis est publié, une semaine avant l'ouverture de l'enquête publique, dans trois journaux ayant une large diffusion dans la Région wallonne, dont l'un au moins paraît dans la province à laquelle la commune appartient. Lorsqu'il s'agit d'une commune de langue allemande, au moins un des trois journaux est publié en langue allemande.

**Art. 4.** L'avis contient les indications suivantes :

- 1° la période durant laquelle le projet de création du parc naturel peut être consulté, compte tenu des descriptions des articles 2 et 9;
- 2° le lieu exact, ainsi que l'horaire de cette consultation;
- 3° les dates, horaires et endroits retenus pour les réunions d'information prévues à l'article 5;
- 4° les règles selon lesquelles les observations, remarques ou objections peuvent être notifiées à l'administration communale, conformément à l'article 6;
- 5° la référence, avec date de publication au *Moniteur belge*, au décret du 11 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, ainsi qu'au présent arrêté.

**Art. 5.** Pendant la période de consultation, deux séances d'information au moins, présidées par un membre du collège des bourgmestre et échevins, se tiennent à la maison communale.

Un délégué du pouvoir organisateur, un promoteur du parc ainsi qu'un délégué du comité d'étude participent à ces réunions.

La première réunion d'information se tient dans les dix jours ouvrables qui suivent la date du début de l'enquête publique, tandis que la dernière séance d'information a lieu dans les dix jours ouvrables qui précèdent la fin de la période de consultation.

**Art. 6.** Toute personne physique ou morale intéressée par le projet de parcs naturels, ou toute entreprise commerciale qui y possède un siège d'exploitation, peut faire valoir ses observations, remarques et objections relatives au projet de création du parc naturel.

Ces observations, remarques et objections doivent parvenir au collège des bourgmestre et échevins au plus tôt le jour de l'ouverture de la consultation prévue à l'article 2 et au plus tard le septième jour qui suit celui de la clôture de ladite consultation.

**Art. 7.** Le collège des bourgmestre et échevins convoque une réunion de concertation dans les quinze jours qui suivent la fin de la période visée à l'article 6, § 2.

Les représentants du pouvoir organisateur et du comité d'étude, ainsi que toute personne ayant fait usage de la faculté prévue à l'article 6, sont convoqués, par écrit, à cette réunion.

La réunion de concertation est présidée par un membre du collège des bourgmestre et échevins. Il en est dressé procès-verbal dont une copie est envoyée à chacun des participants. Ce procès-verbal met fin à l'enquête publique.

**Art. 8.** Une copie du procès-verbal de la réunion de concertation, ainsi qu'une copie de chaque observation, remarque ou objection formulée en conformité avec les dispositions de l'article 6 du présent arrêté, sont jointes à l'avis émis par le conseil communal dans les deux mois de la clôture de l'enquête publique.

**Art. 9.** Les périodes et délais prévus aux articles 2, 3, 5, 6 et 7 ne courent pas pendant les mois de juillet et d'août. Aucune réunion d'information ou de concertation ne peut se tenir pendant ces deux mois.

**Art. 10.** Le Ministre de la Région wallonne qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 septembre 1987.

Le Ministre-Président de la Région wallonne, chargé des Technologies nouvelles,  
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 2347

**Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive,  
der die Regelung bezüglich der öffentlichen Untersuchung über die Entwürfe von Naturparks festlegt**

#### BERICHT AN DIE EXEKUTIVE

Artikel 4, § 1, des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks sieht vor, daß die Exekutive die Regelung festlegt, an die die Gemeinden sich halten müssen, um eine öffentliche Untersuchung über die Errichtung eines Naturparks vorzunehmen.

Vorliegender Entwurf bestimmt diese Regelung.

Das Dekret selbst schreibt gewisse Bestimmungen vor, und zwar:

- 1° eine Untersuchungsdauer von mindestens einem Monat;
- 2° das Anschlagen der Dokumente;
- 3° die Abhaltung von Informations- und Konzertierungsversammlungen;
- 4° die Unterbrechung der Untersuchungsfristen während der Monate Juli und August.

Diese Anordnungen sind berücksichtigt worden. Es muß jedoch darauf hingewiesen werden, daß die Aushänge nicht den eigentlichen Errichtungsentwurf betreffen, sondern eher eine Bekanntmachung, in der die Bedingungen in bezug auf die Einsichtnahme in diesen Entwurf erwähnt werden.

Die Bekanntmachung wird an den Türen des Gemeindehauses sowie an den üblichen Anschlagstellen angebracht. Ferner muß sie in drei Zeitungen veröffentlicht werden.

Es wäre vielleicht gut gewesen, wenn die Öffentlichkeit auch den Bericht und den Vorentwurf des Fachausschusses hätte einsehen können, aber das Dekret sieht nicht vor, daß diese Dokumente den betreffenden Gemeinden übermittelt werden müssen. Der Fachausschuß wird jedoch aufgefordert, an den Informations- und Konzertierungsversammlungen teilzunehmen.

Schließlich wollte man Regeln festlegen, um dafür zu sorgen, daß die Untersuchung gut verläuft und gleichzeitig im Verfahren der Errichtung des Naturparks berücksichtigt wird.

In dieser Hinsicht hat man u.a. beschlossen, daß:

- das Protokoll der Konzertierungsrunde jedem Teilnehmer zu übermitteln ist, um zu vermeiden, daß es zu tendenziös wird oder daß gewisse Angaben entstellt werden;
- die Beschwerden und das Protokoll dem Gutachten des Gemeinderates beizufügen sind.

**10. SEPTEMBER 1987. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive,  
der die Regelung bezüglich der öffentlichen Untersuchung über die Entwürfe von Naturparks festlegt**

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, insbesondere des Artikels 4, § 1;

Aufgrund des Gutachtens des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;  
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Binnen zwei Monaten nach der Zustellung des Entwurfs über die Errichtung eines Naturparks nimmt jede der in Artikel 4, § 1, Absatz 2 und Absatz 3, des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks erwähnten Gemeinden eine öffentliche Untersuchung bezüglich der Errichtung des geplanten Naturparks vor.

**Art. 2.** Während einer Periode von mindestens einem Monat kann jede natürliche oder juristische Person den durch den Träger erstellten Entwurf über die Errichtung des Naturparks bei der Gemeindenverwaltung einsehen.

**Art. 3.** Während der gesamten Periode, in der der Entwurf eingesehen werden kann, wird eine Bekanntmachung mit der Überschrift « öffentliche Untersuchung bezüglich des Entwurfs über die Errichtung eines Naturparks auf dem Gebiet der Gemeinde » an den Türen des Gemeindehauses sowie an den anderen üblichen Anschlagstellen ausgehängt.

Eine Woche vor Beginn der öffentlichen Untersuchung wird diese Bekanntmachung in drei Zeitungen mit weiter Verbreitung in der Wallonischen Region veröffentlicht, wobei mindestens eine in der Provinz erscheint, der die Gemeinde angehört. Wenn es sich um eine deutschsprachige Gemeinde handelt, muß diese Bekanntmachung in mindestens einer deutschsprachigen Zeitung erscheinen.

**Art. 4.** Die Bekanntmachung enthält folgende Angaben :

- 1° die Periode, während der der Entwurf über die Errichtung des Naturparks eingesehen werden kann, unter Berücksichtigung der Bestimmungen der Artikel 2 und 9;
- 2° den genauen Ort und die Zeiten für diese Einsichtnahme;
- 3° die Tage, Zeiten und Orte, die für die in Artikel 5 vorgesehenen Informationsversammlungen festgelegt worden sind;
- 4° die Regeln, nach denen gemäß Artikel 6 die Beanstandungen, Bemerkungen oder Einwände der Gemeindeverwaltung zugestellt werden können;
- 5° den Verweis — mit Angabe des Datums der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* — auf das Dekret vom 16. Juli 1985 über die Naturparks sowie auf den vorliegenden Erlaß.

**Art. 5.** Während der Periode, in der der Entwurf eingesehen werden kann, finden mindestens zwei Informationsrunden unter dem Vorsitz eines Mitglieds des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums im Gemeindehaus statt.

Ein Beauftragter des Trägers, ein Förderer des Parks und ein Beauftragter des Fachausschusses nehmen an diesen Versammlungen teil.

Die erste Informationsversammlung wird innerhalb zehn Tagen ab dem Tag des Beginns der öffentlichen Untersuchung abgehalten, während die letzte Informationsrunde innerhalb der zehn Tage vor dem Ende der Periode zur Einsichtnahme stattfindet.

**Art. 6.** Jede natürliche oder juristische Person, die am Entwurf von Naturparks interessiert ist, oder jedes Handelsunternehmen, das dort einen Betriebssitz besitzt, kann ihre bzw. seine Beanstandungen, Bemerkungen und Einwände in Bezug auf den Entwurf über die Errichtung des Naturparks vorbringen.

Diese Beanstandungen, Bemerkungen und Einwände müssen dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium frühestens am Tag des Beginns der in Artikel 2 vorgesehenen Einsichtnahme und spätestens am siebten Tag nach demjenigen des Abschlusses der besagten Einsichtnahme übermittelt werden.

**Art. 7.** Binnen fünfzehn Tagen nach dem Ende der in Artikel 6, § 2, vorgesehenen Periode beruft das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Konzertierungsrunde ein.

Die Vertreter der Naturparkträger und des Fachausschusses sowie jede Person, die von dem in Artikel 6 vorgesehenen Recht Gebrauch gemacht hat, werden zu dieser Runde schriftlich eingeladen.

Die Konzertierungsrunde findet unter dem Vorsitz eines Mitglieds des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums statt. Von dieser Sitzung wird ein Protokoll aufgenommen. Jedem Teilnehmer wird eine Kopie davon zugeschickt. Dieses Protokoll beendet die öffentliche Untersuchung.

**Art. 8.** Dem Gutachten, das der Gemeinderat innerhalb zwei Monaten nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung abgibt, wird eine Kopie des Protokolls der Konzertierungsrunde sowie eine Kopie aller gemäß Artikel 6 des vorliegenden Erlasses vorgebrachten Beanstandungen, Bemerkungen oder Einwände beigefügt.

**Art. 9.** Die in den Artikeln 2, 3, 5, 6 und 7 vorgesehenen Perioden und Fristen werden während der Monate Juli und August unterbrochen. Im Laufe dieser zwei Monate darf keine Informations- oder Konzertierungsrunde abgehalten werden.

**Art. 10.** Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 10. September 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region, beauftragt mit den Neuen Technologien,  
den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,  
D. DUCARME

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 2347

**Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende het reglement betreffende het openbare onderzoek over de ontwerpen van natuurparken**

## VERSLAG AAN DE EXECUTIEVE

Artikel 4, § 1, van het dekreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken bepaalt dat de Executieve het reglement vaststelt in overeenstemming waarmee de betrokken gemeenten een openbaar onderzoek over het ontwerp tot inrichting van een natuurpark organiseert.

Dit ontwerpbesluit stelt dit reglement vast.

Het dekreet zelf legt bepaalde voorschriften op, o.a.:

- 1° de duur van het onderzoek van ten minste één maand;
- 2° de aanplakking van de dokumenten;
- 3° het houden van informatie- en overlegvergaderingen;
- 4° de opschorting van de termijnen van onderzoek tijdens de maanden juli en augustus.

Er werd rekening gehouden met die verplichtingen. Er dient echter te worden opgemerkt dat de openbare aanplakking niet het ontwerp tot inrichting eerlijk gezegd betreft, maar wel een advies dat de raadplegingsvoorwaarden van dit ontwerp vermeldt.

Dit advies wordt aangeplakt op de deuren van het gemeentehuis alsmede op de andere gewone aanplakkingsplaatsen. Bovendien moet het advies in drie kranten bekendgemaakt worden.

Het zou misschien relevant zijn dat het publiek van het door het studiec comité opgemaakte verslag en van het voorontwerp kan kennis nemen. Echter voorziet het dekreet niet de betekening van die dokumenten aan de betrokken gemeenten. Het studiec comité wordt echter uitgenodigd de informatie- en overlegvergaderingen bij te wonen.

Tenslotte wordt er gewenst regelen op te stellen die tegelijk het goede verloop van het onderzoek en het volgen dat dit onderzoek in de procedure tot inrichting van het natuurpark zal hebben.

Daarvoor kunnen inzonderheid genoemd worden:

- de mededeling van het proces-verbaal van de overlegvergadering aan iedere deelnemer en dat om te vermijden dat dit proces-verbaal tendentius zou zij of dat sommige informatie-elementen geweld aandoet;
- het voegen van klachten en van het proces-verbaal bij het door de gemeenteraad uitgebrachte advies.

**10 SEPTEMBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende het reglement betreffende het openbare onderzoek over de ontwerpen van natuurparken**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het dekreet van de Waalse Gewestexecutieve van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken, inzonderheid op artikel 4, § 1;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

Besluit:

**Artikel 1.** Binnen twee maanden na de betekening van het ontwerp tot inrichting van een natuurpark gaat iedere gemeente, bedoeld in artikel 4, § 1, tweede en derde lid, van het dekreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken, over tot een openbaar onderzoek over de inrichting van het ontwerp van natuurpark.

**Art. 2.** Tijdens een periode van ten minste één maand kan iedere rechts- of natuurlijke persoon bij het gemeentebestuur het ontwerp tot inrichting van het natuurpark opgemaakt door de inrichtende macht raadplegen.

**Art. 3.** Een advies met als titel « onderzoek over het ontwerp tot inrichting van een natuurpark op het grondgebied van de gemeente » wordt aangeplakt tijdens gans de periode van raadpleging op de deuren van het gemeentehuis alsmede op de andere gewone plaatsen van aanplakking.

Dit advies wordt een week vóór de opening van het openbare onderzoek in drie kranten bekendgemaakt die in het Waalse Gewest een brede verspreiding hebben en waarvan ten minste één in de provincie waarin de gemeente ligt, uitgegeven is. Wanneer het om een duitstalige gemeente gaat, moet ten minste één van de drie kranten in het Duits uitgegeven worden.

**Art. 4.** Het advies omvat de volgende indicaties:

1° de periode waarin het ontwerp tot inrichting van het natuurpark kan geraadpleegd worden, rekening houdend met de voorschriften van de artikelen 2 en 9;

2° de juiste plaats alsmede het rooster van die raadpleging;

3° de data, roosters en plaatsen onthouden voor het houden van de in artikel 5 voorziene inlichtingsvergaderingen;

4° de regels volgens welke observaties, opmerkingen of bezwaren aan het gemeentebestuur betekend kunnen worden overeenkomstig artikel 6;

5° de verwijzingen, met vermelding van de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, naar het dekreet van 11 juli 1985 betreffende de natuurparken alsmede op dit dekreet.

**Art. 5.** Tijdens de raadplegingsperiode worden ten minste twee informatievergaderingen, voorgezeten door een lid van het college van burgemeester en schepenen, in het gemeentehuis gehouden.

Een gemachtigde van de inrichtende macht, een promotor van het park alsmede een gemachtigde van het studiec Comité wonen die vergaderingen bij.

De eerste informatievergadering wordt gehouden binnen tien werkdagen na de datum waarop het openbare onderzoek begint en de laatste informatievergadering vindt plaats binnen tien werkdagen vóór het einde van de raadplegingsperiode.

**Art. 6.** Ieder rechts- of natuurlijke persoon betrokken door het ontwerp van natuurpark of iedere handelsfirma die daar een exploitatiezetel heeft, kan zijn observaties, opmerkingen en bezwaren over het ontwerp tot inrichting van het natuurpark doen gelden.

Die observaties, opmerkingen en bezwaren moeten bij het college van burgemeester en schepenen binnen komen ten vroegste de dag van de in artikel 2 voorziene opening van de raadpleging en ten laatste de zevende dag die de dag van de afsluiting van die raadpleging volgt.

**Art. 7.** Het college van burgemeester en schepenen roept binnen vijftien dagen na het einde van de in artikel 6, § 2, bedoelde periode een overlegvergadering bijeen.

De vertegenwoordigers van de inrichtende macht en van het studiec Comité alsmede iedere persoon die van de in artikel 6 voorziene bevoegdheid gebruik maakte, worden bij die vergadering schriftelijk opgeroepen.

De overlegvergadering wordt door een lid van het college van burgemeester en schepenen voorgezeten. Een proces-verbaal ervan wordt opgemaakt, waarvan een afschrift aan iedere deelnemer wordt gestuurd. Dit proces-verbaal beëindigt het openbare onderzoek.

**Art. 8.** Een afschrift van het proces-verbaal van de overlegvergadering alsmede een afschrift van iedere observatie, opmerking of bezwaar geformuleerd in overeenstemming met de bepalingen van artikel 6 van dit besluit worden binnen twee maanden na afsluiting van het openbare onderzoek bij het door het gemeentebestuur uitgebrachte advies gevoegd.

**Art. 9.** De in de artikelen 2, 3, 5, 6 en 7 voorziene periodes en termijnen worden tijdens de maanden juli en augustus onderbroken. Geen informatie- of overlegvergadering mag tijdens die twee maanden worden gehouden.

**Art. 10.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Natuurbehoud behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 september 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Nieuwe Technologieën,  
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,  
D. DUCARME

F. 87 — 2348

**Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant le contenu du dossier de la demande d'approbation, en exécution de l'article 5 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels**

#### RAPPORT A L'EXECUTIF

L'article 5, § 2, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels impose au pouvoir organisateur, autre que l'Exécutif, de joindre un dossier, à sa demande d'approbation de la décision de création d'un parc naturel, et ce, selon les règles définies par l'Exécutif.

Le présent projet a pour objet d'arrêter ces règles.

D'autre part, les articles 17, § 1er, et 19 du décret, relatifs aux procédures de modification des limites et de suppression des parcs naturels prévoient l'application des articles 4 et 5 du décret, à l'exception des règles relatives au Comité d'étude. Par conséquent les règles relatives au dossier joint à la demande d'approbation s'appliquent à ces procédures. Il est à noter qu'il n'en va pas de même en ce qui concerne la modification du plan de gestion ou le transfert d'un parc naturel.

Quant au fond, le dossier, en trois exemplaires, devra comporter tous les documents relatifs aux différentes phases des procédures de création, modification des limites ou suppression des parcs naturels, telles que définies par le décret.

Il va de soi que ces prescriptions constituent un minimum légal et que d'autres documents pourront être joints.

D'autre part, lorsque le dossier ne sera pas complet, l'Exécutif devra le retourner dans les quinze jours en indiquant les pièces manquantes.

Remarquons enfin que l'habilitation du Conseil régional wallon ne permet pas de déterminer le délai dans lequel l'Exécutif devra se prononcer sur la demande d'approbation.

**10 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant le contenu du dossier de la demande d'approbation, en exécution de l'article 5 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 16 juillet 1985, relatif aux parcs naturels, notamment les articles 5, § 2, 17, § 1er, et 19;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;